



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société HEMPEL FRANCE de respecter certaines dispositions
de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 réglementant les activités
de son établissement situé à Saint-Crépin-Ibouwillers

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 514-6 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 autorisant la société HEMPEL France à exploiter des installations de fabrication de peintures sur le territoire de la commune de Saint-Crépin-Ibouwillers, au 5, rue de l'Europe ;

Vu l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 susvisé qui dispose que : « La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur » ;

Vu la visite d'inspection du 19 novembre 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 décembre 2013 ;

Vu le rapport et le projet d'arrêté adressés à l'exploitant par courrier du 24 décembre 2013 et ses observations du 7 janvier 2014 ;

Considérant que lors de la visite du 19 novembre 2013 précitée, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est de 5,70 mètres par rapport au sol intérieur ;

Considérant que ce constat constitue un manquement à une des dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 susvisé qui limite cette hauteur à 5 mètres ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HEMPEL France de respecter les prescriptions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société HEMPEL France dont le siège social et les installations de fabrication de peintures sont situés 5, rue de l'Europe à Saint Crépin Ibouwillers (60149) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013 précité concernant la hauteur du stockage des liquides inflammables en récipients mobiles limitée à 5 mètres, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant communique dans ce même délai au Préfet de l'Oise les justificatifs attestant de cette mise en conformité.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

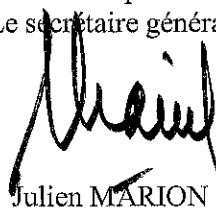
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Saint-Crépin-Ibouwillers, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le 7 février 2014

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires

M. le Directeur de la société HEMPEL FRANCE

M. le Maire de Saint-Crépin-Ibouwillers

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. l'Inspecteur de l'environnement sous couvert de M. le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie